



POSTAUX
DE PARIS

Le Canard

de la PPDC Louvre



SECTION PARIS LOUVRE PPDC

N° 06 : JUILLET 2010

ÉDITO

« Le peuple n'a qu'un ennemi dangereux, c'est son gouvernement »

Saint-just

Pour les retraites et les salaires : pas de trêve pendant l'été !!!

2 millions de manifestants recensés dans 201 cortèges (et des milliers d'arrêts de travail) ont exprimé leur rejet du projet de loi de réforme des retraites : une mobilisation exceptionnelle (45% de gréviste sur la PPDC Louvre) à quelques jours seulement des congés d'été, et qui, contrairement aux dires des commentateurs de droite n'a pas seulement touché les services publics, mais aussi de très nombreuses entreprises privées.

Cela signifie que les salariés ont compris que cette réforme était injuste et inacceptable en l'état. La CGT a démontré que le coût de celle-ci était assurée à 85% par les salariés puisque l'état leur demande plus de 22 milliards d'euros, alors que les hauts revenus et les entreprises n'assureront que 4,4 milliards de financement.

Le déséquilibre est flagrant.

C'est également la réforme la plus dure au niveau des pays européens, puisque le gouvernement joue sur les deux tableaux, à la fois sur le recul de l'âge de départ et sur la durée de cotisation. Les marchés financiers doivent apprécier !!!

Le Président de la République et le gouvernement doivent prendre en compte le mouvement de colère exprimé le 27 mai puis le 24 juin et ouvrir de véritables négociations. Un premier acte serait de ne pas soumettre le texte à l'examen du conseil des ministres le 13 juillet. Des rassemblements sont prévus ce jour-là devant les préfetures. Aujourd'hui, tout nous incite à dire que dès la rentrée de septembre (le dossier retraite passe devant le parlement à partir du 7 septembre), il faudra envisager des initiatives d'ampleur pour faire céder le gouvernement.

Il ne s'agit pas d'un match entre les organisations syndicales et le gouvernement, tel que tentent de le présenter les médias. Il s'agit d'une aggravation des conditions de vie qui concerne l'ensemble des salariés et de leur famille. De plus, mesurons les conséquences d'une victoire du Medef et de ses serviteurs sur les retraites.

Autant dire la porte ouverte à d'autres réformes plus néfastes les unes que les autres, avec un patronat qui se sent pousser des ailes et en redemandera encore.

Nous sommes loin du programme du Conseil National de la Résistance. Cette année, nous fêtons le 25 août le 66^{ème} anniversaire de la libération de Paris (voir à l'intérieur du canard) ou ne manquerons pas de rappeler le programme ambitieux de réformes économiques et sociales, auquel le fameux « modèle social français » doit tout, notamment la Sécurité Sociale et les retraites par répartition.

Une chose est sûre ! Le vrai choix n'est pas celui dans lequel La Poste et le Gouvernement veulent nous enfermer. Le vrai choix, c'est d'agir, de lutter, de défendre ses revendications, ses droits, son emploi et son avenir. De plus en plus nombreux sont ceux et celles qui le comprennent et le font vivre.

Alors, dès cet été, avant ou après un repos bien mérité, pensez-y, pensez que pour faire face à ces nouvelles situations (retraite, salaire, emploi) pour faire aboutir vos revendications, il n'y a qu'un seul chemin, celui de renforcer le seul syndicat qui lutte et luttera toujours dans la transparence et l'équité : la CGT.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA MUTUELLE

L'ensemble des voyants sont au rouge pour les salariés, alors que ceux de la bourse, des banques, des actionnaires et des plus riches sont au vert.

Alors que l'avenir des salariés, des privés d'emploi, des retraités est de plus en plus incertain et précaire, le président de la République ne cesse à travers de ses déclarations de s'auto-féliciter et de demander de la confiance vis à vis de sa politique et de l'avenir.

Il omet pourtant de préciser que si la récession en France n'est pas aussi catastrophique que dans de nombreux pays européens, elle le doit essentiellement à son régime de protection sociale.

Or ce régime est menacé par les politiques gouvernementales et les réformes qu'il veut mettre en place, suivant en cela les exigences du Médef.

C'est dans ce contexte de privatisation et de remise en cause du service public, de luttes pour les questions d'emplois, de salaires, de droits et garanties statutaires et collectifs, de conditions de travail, pour la retraite que c'est déroulé l'assemblée générale de la mutuelle, section 102, rue Vandrezannes, une façon comme une autre de ne pas inciter les adhérents à s'y rendre.

Rapport moral :

Certes, on y trouve des arguments positifs, mais hélas, il y a une différence entre le discours et la réalité du terrain :

Bien sûr, on ne peut être que d'accord quand on nous parle de l'universalité de la SS avec le choix d'une solidarité partagée par tous, de la concurrence et la réglementation de plus en plus contraignante pour le secteur de la complémentaire santé alors que les assureurs gagnent de plus en plus de part de marché .

Bien sûr, on ne peut être que d'accord sur la loi de financement de la SS pour 2010, qui ne se réduit qu'à des mesures d'ajustement visant à limiter le déficit à sa marge.

Bien sûr, on ne peut être que d'accord sur la poursuite du désengagement du gouvernement (*franchises, forfait hospitalier...*) .

Mais que font la mutualité française et la MG sinon de dénoncer une situation qui va en empirant. Dénoncer, c'est bien, AGIR, c'est mieux.

Et pour nous faire passer la pilule, on nous a présenté un nouveau service d'exercice : le secteur optionnel visant à encadrer les dépassements d'honoraires comme déjà un futur succès. Soyons plus modeste, celui-ci n'est pas acquis. Ce n'est qu'un protocole d'accord, alors attendons de voir pour crier victoire.

Même chose pour le CAPI (*Contrat d'Amélioration des Pratiques Individuelles*). La partie est loin d'être gagnée, car seulement 30% des généralistes ont souscrit à ce contrat.

Nos relations avec le groupe Mornay ou siége le frère du Président de la République et des représentants du Médef et des assurances ont de quoi susciter beaucoup d'inquiétudes, voire d'incompréhensions.

Quant au projet des ALD (*Affections de Longues Durées*) qui va le financer sachant que la SS ne dispose que de très peu de budget pour la prévention ? Est-ce les mutualistes qui vont devoir encore une fois mettre la main à la poche ?

Le rapport moral qui nous a été présenté n'est pas à la hauteur des besoins des mutualistes et il manque de propositions de financement pour une bonne couverture santé des adhérents et de leur famille.

♦ *Les représentants CGT présents ont voté contre.*

Le rapport de gestion :

De meilleurs remboursements des frais de santé et une baisse des cotisations, voilà ce que demandent en substance les mutualistes.

Les cotisations augmentent sensiblement tous les ans et le taux de remboursement diminue régulièrement.

Et pendant ce temps là, on dépense allégrement plusieurs millions d'euros pour des campagnes de publicité ou pour sponsoriser « Plus belle la vie » sur F3, alors que les remboursements se font attendre.

♦ *Les représentants CGT se sont abstenus.*

Proposition de revalorisation de la rente dépendance :

2 euros de plus sur la cotisation à partir du 1er janvier 2011 : Payons, Payons.

♦ *Les représentants CGT se sont abstenus.*

Proposition de modification des statuts :

Proposer de porter de 10 à 50 % d'administrateurs retraités de plus de 70 ans dans les comités de section avec une élection à 9 ans, c'est vraiment un comble. Même les sénateurs ne font pas mieux.

♦ *Les représentants CGT ont voté contre.*

Pour résumer : c'est par l'action déterminé du personnel et des mutualistes que nous obtiendrons la satisfaction de nos revendications.

**La santé est un droit,
exigeons donc des droits et garanties de haut niveau.**

Joël RAGONNEAU



**POSTAUX
DE PARIS**

Les Sillons de l'Espoir

La CGT de Paris Louvre va commémorer comme chaque année la mémoire des postiers de Paris RP tombés sous les balles nazies, mais aussi le 8 mai 1945, date de la capitulation sans conditions des armées hitlériennes.

La CGT est porteuse de cette page d'histoire de notre pays et de notre bureau, de nos militants et des travailleurs ayant laissé leur vie.

Alors pour ne pas oublier, souvenons-nous...

Il y a 66 à Paris...

Paris RP était transformé en camp retranché, hérissé de barricades. Les postiers du bureau tinrent toute leur place dans ce combat. Fraternellement unis sous l'égide du Comité Central de grève qui coordonnait l'action de tous les postiers de la région parisienne, ils apportèrent un précieux concours à la Libération de Paris. Ils payèrent cher leur héroïsme : nos Camarades VAGUET et BASILE tombant sous les balles nazies. Ils n'ont pas été les seuls comme en témoignent les noms figurant sur la stèle érigée dans la salle des guichets.

Ils ont creusé par leur combat, LES SILLONS DE L'ESPOIR. Ils nous appellent à tracer dans leur élan les chemins de la liberté, du bien être et de la dignité pour tous.

C'est pour une France libre, mais différente que les Résistants se battaient. Une France dotée d'un ordre social plus juste, comme l'exposait le préambule du Programme du CNR (Conseil National de la Résistance). Ce programme, longuement discuté et mis au point de l'automne 1943 au printemps 1944 avec des forces de sensibilités différentes dans lesquelles on retrouve le parti communiste et la CGT plaçait au-dessus de tout l'indépendance, la dignité et l'honneur de la France.

Mais encore, par son contenu progressiste en matière économique et sociale, largement inspiré du projet présenté par la CGT, il reflétait le poids de l'engagement de la classe ouvrière dans la lutte clandestine.

Publié sous le titre « les jours heureux », le programme du CNR annonçait un ensemble ambitieux de réformes économiques et sociales, auquel le fameux « modèle social français » doit tout, notamment la sécurité sociale, les retraites par répartition, le statut de la fonction publique, les conventions collectives et individuelles et le code du travail. Depuis son élection, le président de la République s'applique à démanteler ce programme, comme s'en réjouissait en 2007 Denis Kessler, l'un des idéologues du Médef : « le programme du gouvernement est clair, il s'agit de défaire méthodiquement ce programme ».

C'est pourquoi, nous nous adressons aux jeunes postières et postiers, afin qu'ils prennent conscience de leurs responsabilités de défense de ces acquis, car à l'évidence les choix politiques actuels ne sont pas conformes à ce qui guidait les fondateurs du Programme national de la Résistance, et donc des travailleurs et de la population de notre pays. ILS DOIVENT ETRE COMBATTUS !

Oui, réapproprions nous notre histoire pour construire aujourd'hui et demain.



Commémoration de la Libération de Paris

MERCREDI 25 AOÛT 2010 À 7H30

**Sur le deuxième arrondissement, sous les plaques souvenirs
de nos Camarades VAGUET et BASILE.**

**Une gerbe sera également déposée
devant la plaque commémorative située dans la salle des guichets.**



*« ...Rester unis
afin de promouvoir
les réformes indispensables (...)
le retour à la nation
des grands moyens
de production,
la réforme
de la fonction publique
et l'élaboration
statut général
des fonctionnaires... »*

*Le conseil national
de la Résistance.
15 MARS 1944*



PRIVATISATION SERVICE PUBLIC : DÉJÀ UNE LONGUE HISTOIRE

La présentation à Bruxelles le 7 décembre 1993 du projet d'alliance entre France Télécom et Deutsche Telekom confirme l'appréciation de la CGT (*voir canard PPDC N°5*).

Non seulement le ministre Longuet n'a pas renoncé à son projet de transformation de France Télécom en SA, mais il accélère le processus de privatisation.

Helmut RICK, président de Deutsche Telekom déclarait :

« l'accord conclu est un projet qui appuie l'esprit de Maastricht en ce qui concerne l'espace économique européen dans le domaine de l'infrastructure des télécoms... et sera libérer des monopoles ».

En fait de libération des monopoles, il s'agit de transférer au niveau mondial les monopoles publics vers le monopole privé des multinationales.

La CGT appelle à battre le fer tant qu'il est chaud car toutes les raisons qui ont motivé la grève du 12 octobre 1993 demeurent (*voir canard précédent*) et elle propose une grève unitaire pour le 14 décembre 1993. Les autres syndicats refusent.

Le 7 avril 1994, publication du rapport Lasserre, qui conclut à la levée du monopole sur les infrastructures.

8 septembre 1994, publication du rapport Roulet. Le ministre préconise la création d'une société dont l'état détiendra au moins 51% du capital et la mise en place de l'actionariat pour le personnel.

30 mai 1995, grève unitaire à l'appel de toutes les fédérations syndicales (*plus de 200 000 grévistes et près de 70 % à France Télécom avec une forte participation des cadres*). La CGT réaffirme sa totale détermination à combattre toutes les formes de privatisation, à défendre et rénover le service public, à faire aboutir les revendications du personnel. Dès le 31 août, elle prend contact avec l'ensemble des organisations syndicales pour organiser la riposte .

10 octobre 1995, grève unitaire à l'appel des 7 fédérations de fonctionnaires. Pour la CGT, la puissance de cette journée et l'impact de sa dynamique unitaire font grandir l'exigence de la poursuite de l'action, de l'unité dans les services, les départements, aux PTT et dans toutes les professions. C'est le sens de la déclaration du bureau confédéral du 10 octobre qui se termine pas *« et si on s'y mettait tous ».*

Novembre - décembre 1995 : dans le cadre du puissant mouvement revendicatif qui s'engage contre le plan Juppé, aux PTT, la CGT pose l'enjeu du service public et le refus de la privatisation. Fillon (*déjà lui*) annonce des USA le 30 novembre 95 sa volonté d'accélérer le processus de privatisation de France Télécom et de transformer son statut en l'ouvrant aux capitaux privés ! La CGT entame l'année 1996 par une grande campagne en direction des usagers sur le thème : *« la privatisation, c'est bon pour les rapaces, pas pour les usagers, tous ensemble pour le service public ».*

A suivre ...

